

Unité départementale des Hauts-de-Seine
Service Risques et Installations Classées de Paris et des Hauts-
de-Seine
167/177, avenue Joliot-Curie BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 08 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



GNVERT

39 RUE BRUNESAU

75013 PARIS

n° Dossier : 4819 / 0006518539

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/06/2022 dans l'établissement GNVERT implanté 39 RUE BRUNESAU 75013 PARIS. L'inspection a été annoncée le 04/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle (PPC) 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GNVERT
- 39 RUE BRUNESAU 75013 PARIS
- Code AIOT dans GUN : 0006518539
- Régime : Autorisation

L'établissement est une station de distribution de gaz naturel pour véhicules (GNV) exploitée par ENGIE SOLUTIONS à destination du service propreté de la ville de Paris. Cet établissement abrite des installations de compression de stockage et de distribution de gaz naturel.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la visite d'inspection PPC 2015
- dossier installations classées
- conception des installations de compression, de stockage et de distribution
- déchets
- consignes d'exploitation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de l'inspection (1) |
|--|---|---|--|
| Protection contre la foudre | Arrêté Préfectoral du 02/12/2015, article 4.9 | / | Lettre de suite préfectorale |
| Choix et résistance des matériaux et contrôles | Arrêté Préfectoral du 29/03/2001, article 2.2 | / | Lettre de suite préfectorale |
| Dossier installation classée | Arrêté Préfectoral du 02/12/2015, article 1.3 | / | Lettre de suite préfectorale |
| Contrôle de l'accès | Arrêté Préfectoral du 29/03/2001, article 3.2 | / | Lettre de suite préfectorale |

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de l'inspection (1) |
|--|--|---|--|
| Risques | Arrêté Préfectoral du 29/03/2001, article 4.0 | / | Lettre de suite préfectorale |
| Mise à l'atmosphère par les événements | Arrêté Préfectoral du 29/03/2001, article 4.1 | / | Lettre de suite préfectorale |
| Déchets | Arrêté Préfectoral du 29/03/2001, article 7.1 | / | Lettre de suite préfectorale |
| Installations de compression | Arrêté Préfectoral du 02/12/2015, article 10.1 | / | Lettre de suite préfectorale |
| Installations de compression | Arrêté Préfectoral du 29/03/2001, article 10.4 | / | Lettre de suite préfectorale |
| Installations de stockage et annexes | Arrêté Préfectoral du 02/12/2015, article 11.1 | / | Lettre de suite préfectorale |
| Installations de stockage et annexes | Arrêté Préfectoral du 29/03/2001, article 11.2 | / | Lettre de suite préfectorale |
| Installation de distribution de gaz naturel pour véhicules | Arrêté Préfectoral du 29/03/2001, article 12.1 | / | Lettre de suite préfectorale |
| Installation de distribution de gaz naturel pour véhicules | Arrêté Préfectoral du 29/03/2001, article 12.2 | / | Lettre de suite préfectorale |
| Installation de distribution de gaz naturel pour véhicules | Arrêté Préfectoral du 02/12/2015, article 12.3 | / | Lettre de suite préfectorale |
| Installation de distribution de gaz naturel pour véhicules | Arrêté Préfectoral du 29/03/2001, article 12.4 | / | Lettre de suite préfectorale |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--|--|---|-------------------|
| Conformité de l'installation | Arrêté Préfectoral du 02/12/2015, article 1.1 | / | Sans objet |
| Règles d'implantation et d'aménagement | Arrêté Préfectoral du 29/03/2001, article 2.1 | / | Sans objet |
| Ventilation | Arrêté Préfectoral du 02/12/2015, article 2.7 | / | Sans objet |
| Connaissance des produits | Arrêté Préfectoral du 29/03/2001, article 3.3 | / | Sans objet |
| Permis de travail / Permis de feu | Arrêté Préfectoral du 29/03/2001, article 4.6 | / | Sans objet |
| Consignes d'exploitation | Arrêté Préfectoral du 29/03/2001, article 4.8 | / | Sans objet |
| Installations de compression | Arrêté Préfectoral du 29/03/2001, article 10.2 | / | Sans objet |

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--|--|---|-------------------|
| Installations de compression | Arrêté Préfectoral du 29/03/2001, article 10.5 | / | Sans objet |
| Installations de stockage et annexes | Arrêté Préfectoral du 29/03/2001, article 11.3 | / | Sans objet |
| Installation de distribution de gaz naturel pour véhicules | Arrêté Préfectoral du 29/03/2001, article 12.5 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De nombreux points de contrôle n'ont pas pu être vérifiés car l'exploitant n'a ni transmis, ni présenté sur site les documents demandés par l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Protection contre la foudre

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2015, article 4.9 |
| Thème(s) : Risques accidentels |
| <p>Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter l'article 18 de la section III se rapportant aux dispositions relatives à la protection contre la foudre, de l'arrêté ministériel du 19/07/2011 modifiant l'arrêté du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p> <p><u>Article 18 de l'arrêté ministériel du 19/07/2011:</u> <i>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</i></p> |
| <p>Constats : L'exploitant a transmis par courriel du 15/06/2022 les documents suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - analyse de foudre AK49-V1– ARF GNVERT Paris 13 version février 2016, - analyse de foudre AK49-V1– ARF GNVERT Paris 13 version mars 2016, - la notice de vérification et de maintenance préliminaire AK49-V1 – ET-N – GNVERT Paris 13 version mars 2016. <p>Ces 3 documents ont été rédigés par SEFTIM.</p> <p>L'exploitant doit préciser le ou les document(s) à prendre en considération au vu des prescriptions réglementaires applicables et il doit démontrer que les éventuels équipements et les installations identifiés dans le ou les document(s) transmis disposent d'un niveau de protection suffisant;</p> |
| /Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

Nom du point de contrôle : Conformité de l'installation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2015, article 1.1 |
| Thème(s) : Situation administrative |
| Prescription contrôlée : Les installations doivent être implantées, réalisées et exploitées conformément aux plans datés du 26/08/2005 et autres documents (étude de sécurité de la station GNVERT) du dossier de modification transmis en date du 18/06/2006 sous réserve du respect du présent arrêté complémentaire. |
| Constats : L'exploitant a transmis par courriel du 15/06/2022 les documents suivants: plan de masse du site d'Ivry échelle 1/2500° (pas de date), plan des installations indice A du 03/11/08 et plan des zones ATEX indice A du 03/11/08. La visite d'inspection a permis de constater que les installations sont implantées, réalisées et exploitées conformément aux document transmis. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Dossier installation classée

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2015, article 1.3 |
| Thème(s) : Situation administrative |
| Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- le dossier de déclaration initiale et le dossier de modification ;- les plans tenus à jours, c'est à dire le plan général d'implantation et, le cas échéant, le plan des canalisations mises en place après la date de publication du décret du 31/05/2006 susvisé ;- le récépissé de déclaration initiale et les prescriptions générales, l'arrêté préfectoral relatif à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;- les consignes d'exploitation, de sécurité et d'incendie ;- les essais de fonctionnement, entretien et vérifications et les résultats des contrôles prévus par cet arrêté. Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : Le dossier installation classée de l'établissement n'a pas été présenté le jour de la visite d'inspection mais l'exploitant a transmis plusieurs documents par courriel du 15/06/2022 parmi lesquels: <ul style="list-style-type: none">- les plans des installations, le rapport d'intervention du 01/07/21 relatif à la vérification de la détection gaz fixe,- le formulaire SQSE02-F16 indice B du 13/04/22 relatif aux tests des éléments importants pour la sécurité, aux tests des chaînes de sécurité et à la détection gaz,- le rapport de thermographie APAVE du 19/07/21,- le rapport de vérification des installations électriques APAVE du 20/07/21,- le compte rendu APAVE du 29/07/19 relatif au relevé des caractéristiques ATEX du matériel électrique,- etc. L'exploitant doit tenir à jour et à disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des documents dans un dossier "installations classées de l'établissement". |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

Nom du point de contrôle : Règles d'implantation et d'aménagement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2001, article 2.1 |
| Thème(s) : Autre |
| Prescription contrôlée : [...] L'ensemble des locaux de stockage et de compression et des locaux d'exploitation sera clôturée par un grillage et interdit d'accès à l'exception du personnel qualifié et formé au risque GAZ. Ils seront protégés de manière efficace contre les chocs mécaniques (chocs des véhicules notamment). |
| Constats : Les locaux de stockage et de compression et les locaux d'exploitation sont implantés sur un site appartenant à la ville de Paris. Cette zone du site est clôturée par un mur d'enceinte et l'accès est réglementé par un portail coulissant, ouvert le jour de la visite d'inspection. Au sein de ce site, la zone dans laquelle sont implantés les locaux de stockage et de compression est clôturée par un grillage et l'accès à cette zone se fait par une porte fermée à clés. La zone est protégée par des dispositifs anti-chocs de véhicules d'un côté et par le mur d'enceinte de l'autre côté. Le poste de commande est situé dans un local d'exploitation en dur et dont l'accès se fait par une porte fermée à clés. Il est de ce fait protégé contre les chocs mécaniques. Les clés sont détenues par l'exploitant. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Choix et résistance des matériaux et contrôles

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2001, article 2.2 |
| Thème(s) : Autre |
| Prescription contrôlée : La pression maximale de service de l'installation est de 250 bars. [...] Avant la mise en service des installations, sont réalisés au moins les essais suivants : <ul style="list-style-type: none">- évaluation de la construction, des matériaux utilisés et de leur mise en œuvre ;- contrôle des zones à atmosphère explosive et des matériels électriques utilisés ;- essai de la résistance à la pression d'essai ;- essai d'étanchéité dans des conditions de fonctionnement normal ;- contrôle du bon fonctionnement, y compris des dispositifs de sécurité ;- prévention de l'aspiration d'air dans les parties du système contenant du gaz naturel. Un certificat de ces contrôles et épreuves doit être établi par l'installateur et remis à l'exploitant. Le certificat devra être tenu à disposition dans le dossier prévu à la condition 1.3 du présent arrêté. Ces essais doivent être renouvelés après toute réparation pouvant intéresser la résistance et l'étanchéité des réservoirs ou des équipements annexes. |
| Constats : Des documents ont été transmis par l'exploitant par courriel du 15/06/2022 mais il n'a pas démontré de façon explicite le respect de ces prescriptions. L'exploitant doit, par exemple et de manière non exhaustive, démontrer que la pression maximale de service des installations de l'établissement est de 250 bars et que les essais réglementaires ont bien été réalisés en amont de la mise en service des installations. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

Nom du point de contrôle : Ventilation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2015, article 2.7 |
| Thème(s) : Risques chroniques |
| Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les installations doivent être convenablement ventilées pour éviter tout risque d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des bâtiments habités ou occupés par des tiers. |
| Constats : Les installations sont conformes aux prescriptions. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Contrôle de l'accès

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2001, article 3.2 |
| Thème(s) : Autre |
| Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations de compression et de stockage. Ces installations seront clôturées pour éviter toute intrusion. Les postes de distribution ne seront rendus accessibles qu'aux seuls utilisateurs de la station et au personnel d'exploitation et de maintenance. |
| Constats : Les installations de stockage et de compression sont clôturées par une grille. L'accès à la zone se fait par une porte fermée à clés et les clés sont détenues par l'exploitant. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont donc pas un accès libres à ces installations. Les installations de distribution sont implantées sur le même site de la ville de Paris mais dans une zone différente de celle des installations de compression et de stockage. Le portail d'accès à cette seconde zone était ouvert le jour de la visite d'inspection et il a été constaté que les installations de distribution étaient utilisées par des véhicules PROPRETE DE PARIS mais également par un véhicule CHRONOPOST. De plus, la barrière permettant de contrôler le sens de circulation des utilisateurs et de contrôler l'accès aux installations de distribution est cassée. L'exploitant doit justifier que les postes de distribution ne sont rendus accessibles qu'aux seuls utilisateurs de la station et au personnel d'exploitation et de maintenance. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

Nom du point de contrôle : Connaissance des produits

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2001, article 3.3 |
| Thème(s) : Autre |
| Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques des gaz inflammables et produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.231-53 du Code du travail. |
| Constats : L'exploitant a indiqué que les seuls produits dangereux présents au sein de l'établissement correspondent aux produits d'entretien et de maintenance des installations de compression. Il a transmis par courriel du 15/06/22 les fiches de données de sécurité des produits suivants: IGOL COMPRESSOR INH 100 (lubrifiant) et IGOLMIX (liquide de refroidissement). |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Risques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2001, article 4.0 |
| Thème(s) : Autre, - |
| Prescription contrôlée : Toutes dispositions sont prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion et pour protéger les installations contre la foudre et l'accumulation éventuelle d'électricité statique. |
| Constats : Ce point de contrôle n'a pas été vérifié étant donné que l'exploitant n'a ni transmis en amont de la visite d'inspection, ni présenté l'étude relative à l'analyse du risque foudre le jour de la visite d'inspection. (cf. point de contrôle n°1). |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

Nom du point de contrôle : Mise à l'atmosphère par les événements

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2001, article 4.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels |
| Prescription contrôlée : Respecter l'alinéa du point 4.1 relatif à la mise à l'atmosphère par les événements de l'ensemble des capacités en aval de la vanne d'isolement de la station. En cas d'impossibilité, l'exploitant devra faire une demande de dérogation et proposer des mesures compensatoires permettant d'assurer un degré équivalent de sécurité. [...] Tous les équipements sous pression sont équipés de soupapes de sécurité adaptées et reliées aux événements. Les différents éléments des installations de compression, de stockage et de distribution seront munis de vannes permettant d'en assurer l'isolement, munis d'indicateurs de position et de vannes permettant la mise à l'événement (sauf pour le réservoir de stockage). Ces vannes seront à sécurité positive. [...] |
| Constats : L'exploitant a indiqué que les éléments relatifs aux soupapes de sécurité sont présentés dans les rapports relatifs aux équipements sous-pression. L'exploitant a transmis différents documents par courriel du 15/06/22 mais n'a pas démontré de façon explicite le respect de ces prescriptions. S'agissant des équipements sous pression présents au sein de l'établissement, une nouvelle visite d'inspection pourrait être prochainement réalisée par le Pôle Équipements sous pression Réforme Anti-endommagement Centre (PERAC) de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la DRIEAT. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

Nom du point de contrôle : Permis de travail / Permis de feu

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2001, article 4.6 |
| Thème(s) : Autre |
| Prescription contrôlée : [...] Le permis de travail et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis de travail et éventuellement le permis et feu et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'il aura nommément désignées. [...] |
| Constats : L'exploitant a indiqué qu'il dispose de modèles types pour les permis de travail et pour les permis de feu sur lesquels sont indiquées les consignes particulières mais n'a pas présenté ces documents. Il a transmis par courriel du 15/06/22 les documents suivants: modèle d'autorisation de travail, modèle de permis de feu et le formulaire EXPL02-F7 indice E relatif à l'analyse des risques et aux consignes spécifiques pour le site d'Ivry. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Consignes d'exploitation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2001, article 4.8 |
| Thème(s) : Autre |
| Prescription contrôlée : Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations de compression, de stockage et de distribution (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment : <ul style="list-style-type: none">- les modes opératoires ;- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité ;- les instructions de maintenance et de nettoyage. |
| Constats : L'exploitant n'a pas présenté les documents lors de la visite d'inspection mais a transmis les éléments suivants par courriel du 15/06/2022: <ul style="list-style-type: none">- le formulaire EXPL02-F7 indice E relatif à l'analyse des risques et aux consignes spécifiques pour le site d'Ivry,- le document EXPL03-D6 relatif à la désignation des actions de maintenance préventive mensuelle. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Déchets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2001, article 71 |
| Thème(s) : Autre |
| Prescription contrôlée : [...] Les déchets qui ne peuvent être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du Code de l'environnement – livre V – titre 1er relatif aux installations classées dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement. Les déchets industriels spéciaux doivent être éliminés dans des installations autorisées à les recevoir. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs doivent être conservés 3 ans. [...] |
| Constats : L'exploitant a indiqué que les seuls déchets générés par l'exploitation du site correspondent aux huiles usagées de vidange des installations de compression et de stockage. Il a précisé que la fréquence d'enlèvement de ces déchets par le prestataire CHIMIREC est fonction de la quantité de déchets produite. L'exploitant n'a par contre présenté ni registre de suivi des déchets, ni bordereau de suivi des déchets. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

Nom du point de contrôle : Installations de compression

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2015, article 10.1 |
| Thème(s) : Autre, Description des installations |
| Prescription contrôlée : Les installations comprennent 4 groupes de compression d'une puissance absorbée totale de 272 kW permettant d'assurer un débit de distribution de 2 320 Nm ³ /h en gaz naturel à partir du réseau public. |
| Constats : La visite d'inspection a permis de constater que les installations de compression comprennent 4 groupes de compression. L'exploitant a indiqué que la puissance unitaire de chaque compresseur est égale à 75 kW et que le débit de distribution en gaz naturel à partir du réseau public est égal à 600 standard.m ³ /h. L'exploitant doit démontrer que les installations de compression sont conformes aux prescriptions sus-mentionnées. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

Nom du point de contrôle : Installations de compression

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2001, article 10.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Implantation et aménagements |
| Prescription contrôlée : Les locaux où fonctionnent les appareils contenant des gaz comprimés ou liquéfiés sont disposés de façon qu'en cas de fuite accidentelle des gaz, ceux-ci soient évacués à l'extérieur sans qu'il en résulte d'inconfort pour le voisinage. Les locaux sont exclusivement affectés à la compression et maintenus en parfait état de propreté. Tout stockage de matières combustibles, inflammables ou gazeuses est strictement interdit. Une insonorisation est effectuée pour permettre le respect des prescriptions du présent arrêté. Les compresseurs seront implantés dans des locaux construits en matériaux M0. Des murs de protection de résistance suffisante entoureront ces appareils de façon à diriger vers la partie supérieure les gaz et les débris d'appareils d'une explosion éventuelle. Le toit sera construit en matériaux légers ou équipés d'un évent de décharge dimensionné suffisamment léger de manière à permettre cette large expansion vers le haut. [...] |
| Constats : La visite d'inspection a permis de constater que les locaux sont exclusivement affectés à la compression et au stockage de gaz, qu'ils sont maintenus propres et qu'il n'y est stocké aucune matière combustible, inflammable ou gazeuse. Les parois de ces locaux sont pourvus d'un système d'insonorisation. Des pièges à sons sont également implantés au droit de la toiture de ces locaux. L'exploitant a indiqué qu'en cas de fuite accidentelle des gaz, ces derniers sont évacués vers la toiture de chaque local. Il n'y a en effet pas de système d'extraction d'air sur le côté des locaux comme cela peut être le cas sur d'autres types d'installations. L'exploitant a également indiqué que les matériaux constituant la toiture de chaque local sont différents des matériaux constituant les parois afin de permettre une expansion vers le haut en cas d'explosion. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Installations de compression

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2001, article 10.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Compresseurs et ses annexes |
| Prescription contrôlée : Les moteurs sont de type antidéflagrant. Chaque compresseur est muni d'une plaque accessible sur laquelle ses caractéristiques sont reportées. [...] Dispositif de protection contre les pulsations de pression inadmissibles DéTECTEURS de vibrations [...] Des filtres, maintenus en bon état de propreté, doivent empêcher la pénétration des poussières dans le compresseur. [...] Dispositifs efficaces de purge |
| Constats : La visite d'inspection a permis de constater la présence sur chaque compresseur d'une plaque sur laquelle sont reportées les caractéristiques de l'équipement et que ces plaques sont facilement accessibles. L'exploitant doit apporter des précisions à propos des dispositifs de protection contre les pulsations de pression inadmissibles, les détecteurs de vibrations, les filtres et les dispositifs de purge. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

Nom du point de contrôle : Installations de compression

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2001, article 10.5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Consignes particulières de sécurité et d'exploitation |
| Prescription contrôlée : Outre les dispositions prévues à la condition 4.6 du présent arrêté, il est interdit de fumer dans les locaux des compresseurs, d'y allumer ou d'y produire une flamme et d'y effectuer des travaux susceptibles de produire des étincelles. [...] L'interdiction de fumer et de pénétrer avec une flamme nue est affichée de façon bien visible. [...] Il est interdit d'envoyer directement le gaz des compresseurs dans les réservoirs des véhicules à charger. Le gaz comprimé devra nécessairement passer par des accumulateurs situés entre le compresseur et les bornes de distribution. |
| Constats : L'ensemble des consignes est affichée au droit de la porte d'accès de la zone dans laquelle sont implantées les installations de compression. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Installations de stockage et annexes

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2015, article 11.1 |
| Thème(s) : Autre, Description des installations |
| Prescription contrôlée : Les installations de stockage comprennent des réservoirs de stockage intermédiaire (1 capacité pulsatoire de 580 litres à 16 bars maximum) et un réservoir de stockage tampon (8 bouteilles de 60 litres à 250 bars). |
| Constats : La visite d'inspection a permis de constater que les installations de stockage comprennent une cuve et huit bouteilles. Des précisions doivent être apportées par l'exploitant à propos des capacités de chacun de ces équipements. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

Nom du point de contrôle : Installations de stockage et annexes

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2001, article 11.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Implantation et aménagements |
| Prescription contrôlée : Le stockage est placé dans un endroit très aéré et sous abri largement ventilé en matériaux légers et incombustibles. Toutes dispositions seront prises pour éviter toute surpression anormale du gaz par échauffement du au rayonnement solaire. L'abri sera conçu de façon à permettre l'évacuation des gaz en cas de fuite et ne doit pas empêcher la ventilation naturelle du stockage. [...] Les réservoirs sont disposés de façon à pouvoir être purgés efficacement de leur condensats. Ils doivent l'être aussi souvent que nécessaire. Les réservoirs sont placés de manière à faciliter leur accès lors de travaux nécessaires pour l'entretien et/ou en cas d'incident ou d'accident. Toutes dispositions sont prises pour que la pression maximale de service dans une des bouteilles du stockage ne soit jamais atteinte. [...] Les réservoirs doivent être protégés de façon efficace contre la corrosion, quelle que soit son origine et le gel. Les réservoirs isolés du sol, notamment ceux qui sont fixés sur des fondations en béton, sont mis à la terre pour éviter tout danger d'électrisation, soit par électrisation atmosphérique, soit par développement de charges statiques sous une cause quelconque. |
| Constats : La visite d'inspection a permis de constater les points suivants: - les installations de stockage sont implantées dans des locaux aérés et dont la toiture dispose d'une forme bombée; - les réservoirs sont facilement accessibles; - les réservoirs fixés sur des fondations en béton sont pourvus d'un dispositif de mise à la terre. Des précisions doivent être apportées par l'exploitant à propos des dispositions prises pour éviter que la pression maximale de service dans une bouteille du stockage ne soit atteinte et à propos de la protection des réservoirs contre la corrosion. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

Nom du point de contrôle : Installations de stockage et annexes

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2001, article 11.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de sécurité |
| Prescription contrôlée : Les réservoirs doivent, sans préjudice de l'installation des équipements rendus obligatoires par la réglementation des appareils à pression, être équipés : - d'une soupape de sûreté réglée pour la valeur de pression maximale de service et permettant une dépressurisation contrôlée du système ; - un dispositif automatique de régulation fermant l'entrée du réservoir dès que la pression maximum sera atteinte sur le circuit ; - un manomètre sur chaque unité de stockage ; - un dispositif de sécurité adapté, tenant compte de la nature des matériaux des réservoirs, permettant en cas d'incendie, une décharge contrôlée du gaz, le dispositif mis en place devant fonctionner avant la destruction des matériaux constitutifs du stockage et de ses annexes. |
| Constats : La visite d'inspection a permis de constater que chaque unité de stockage dispose des 4 organes de sécurité sus-mentionnés. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Installation de distribution de gaz naturel pour véhicules

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2001, article 12.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Description de l'installation |
| Prescription contrôlée : L'installation comporte 2 appareils distributeurs équipés chacun d'un flexible de remplissage permettant le remplissage rapide destiné exclusivement à l'approvisionnement interne des véhicules en vue de la carburation |
| Constats : La visite d'inspection a permis de constater qu'il y a 3 appareils distributeurs (1 double et 2 simples). L'exploitant doit porter à la connaissance du Préfet de Police la modification apportée au niveau de l'installation de distribution. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

Nom du point de contrôle : Installation de distribution de gaz naturel pour véhicules

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2001, article 12.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Implantation et aménagement |
| Prescription contrôlée : L'aire de remplissage sera située à l'air libre. L'installation doit être implantée de telle façon qu'il existe une distance d'au moins 4 mètres entre les parois des appareils de distribution et les limites de propriétés. Toutefois cette distance pourra être réduite en ce qui concerne la limite de propriété avec le terrain du garage de la ville de Paris sous réserve de la mise en place sur cette limite d'un mur réalisé en matériaux incombustibles d'au moins 2 mètres de haut et de résistance au feu coupe-feu de degré 2 heures. La mise en place de ce mur ne devra pas empêcher la ventilation naturelle de l'installation. Si l'aire de distribution est protégée par un auvent, celui-ci sera réalisé de telle sorte qu'il n'y ait pas de possibilité d'accumulation de gaz dans sa partie supérieure. La mise en place de l'auvent ne doit pas empêcher la ventilation naturelle de l'aire de distribution. L'auvent est construit en matériaux incombustibles. Les pistes et les aires de stationnement des véhicules en attente de remplissage sont disposés de façon que les véhicules puissent évoluer en marche avant et disposer d'un espace suffisant pour manoeuvrer en entrant et en sortant de leur position de ravitaillement. Toutes dispositions sont prises pour que le stationnement des véhicules en attente de remplissage ne gêne pas la circulation des autres véhicules. Pour chaque appareil de distribution une aire de remplissage sera matérialisée au sol. Chacune des extrémités des îlots doit être équipée d'un moyen de protection contre les heurts des véhicules (bornes, arceaux ou glissières de sécurité, butoirs de roues). Les appareils de distribution doivent être soigneusement ancrés et protégés contre les heurts des véhicules, par exemple au moyen d'un îlot d'au moins 0,20 mètre de hauteur, de borne ou de butoirs de roues disposés de telle sorte qu'un espace libre suffisant soit aménagé entre l'appareil et les véhicules. |
| Constats : La visite d'inspection a permis de constater que l'ensemble des prescriptions sus-mentionnées sont respectées à l'exception des points suivants: - distance de 4 mètres entre la borne de distribution n°4 et les limites de propriété; - aires de remplissage matérialisées au sol. La visite d'inspection a également permis de constater que l'efficacité des moyens de protection contre les heurts des véhicules est limitée. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

Nom du point de contrôle : Installation de distribution de gaz naturel pour véhicules

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2015, article 12.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Distributeurs et annexes |
| Prescription contrôlée : <u>Avant dernier alinéa du point 12.3 de l'arrêté préfectoral du 29/03/2001 :</u> Les flexibles installés devront être conçus et contrôlés conformément aux normes en vigueur. Les flexibles sont régulièrement vérifiés et au moins une fois par an. Ils seront changés aussi souvent que nécessaire, la durée de vie de ces derniers ne pouvant excéder 6 ans. Les flexibles doivent avoir leurs caractéristiques (année de fabrication, condition de conception, nom du fabricant et son identification) marquées distinctement sur leur longueur. La longueur de l'ensemble du flexible ne devra pas excéder 4 mètres. |
| Constats : La visite d'inspection a permis de constater que les caractéristiques des flexibles sont marquées distinctement sur leur longueur et que cette dernière n'excède pas 4 mètres. L'exploitant doit cependant justifier que ces équipements sont régulièrement vérifiés et au moins une fois par an. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

Nom du point de contrôle : Installation de distribution de gaz naturel pour véhicules

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2001, article 12.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de sécurité |
| Prescription contrôlée : Une vanne de sectionnement automatique à sécurité positive sera installée sur chaque distributeur à l'entrée de l'alimentation en gaz de l'appareil. Cette vanne sera fermée en dehors des opérations de chargement. Des dispositifs d'arrêt d'urgence (boutons coup de poing) seront installés à proximité de chaque borne de chargement et devront déclencher l'arrêt d'urgence de l'installation de compression tel que prévu à la condition 10.4 du présent arrêté et la fermeture de la vanne de sectionnement à sécurité positive. La distribution doit être équipée de dispositifs de sécurité permettant d'éviter une surpression dans toutes les parties de la station et dans les tuyauteries. De même, un dispositif de sécurité indépendant doit empêcher le dépassement de la pression maximale admissible de refoulement des réservoirs des véhicules, l'arrêt automatique de l'approvisionnement en gaz s'effectuant lorsque la pression de remplissage est atteinte (pression du réservoir étant inférieure à la P.M.S à 15°C). Chaque borne de distribution doit comporter au moins 2 dispositifs indépendants (pressostats, transmetteur de pression, etc.) dont chacun doit être capable de limiter automatiquement la pression du gaz débité à celle prévue pour ladite borne. Une fois raccordé sur le véhicule, le flexible de distribution doit pouvoir assurer la continuité électrique de l'ensemble de l'appareil de distribution et du véhicule et leur mise à la terre. A la fin de l'opération de remplissage, une dépressurisation du raccord de remplissage est réalisée avant la déconnexion, le gaz étant évacué vers un évent. |
| Constats : La visite d'inspection a permis de constater la présence des dispositifs d'arrêt d'urgence à proximité de chaque borne de chargement. L'exploitant doit apporter des précisions à propos de l'ensemble des autres points sus-mentionnés. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

Nom du point de contrôle : Installation de distribution de gaz naturel pour véhicules

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2001, article 12.5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Flexible d'alimentation |
| Prescription contrôlée : Le flexible d'alimentation doit comporter un raccord débotable destiné à se détacher en cas de traction anormale sur le flexible, doté en amont et en aval de ce point faible d'un dispositif automatique qui en cas de rupture arrête le débit en amont et empêche la vidange immédiate à l'air libre du produit contenu en aval de ce dispositif. Le pistolet doit être muni d'un dispositif automatique qui lors du remplissage interdit le débit si le pistolet n'est pas correctement raccordé à l'orifice de remplissage du réservoir du véhicule. Il ne devra pas pouvoir être retiré si le chargement n'est pas terminé ou s'il n'est pas interrompu. |
| Constats : Les flexibles d'alimentation sont équipés d'un système type "break away" et les pistolets de distribution sont pourvus d'un système de billes à serrer afin de permettre un raccordement correct avec l'orifice de remplissage du réservoir du véhicule. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |